

NEWS

SOLIDARNOŚĆ

Bi-mensuel
1 - 15 février 1990
n° 148

ISSN 0771-9388
Editeur responsable : Jerzy Milewski
15 Drève des Aubépines, 1320 Genval, Belgium

UN NOUVEAU DEFI - LA DEMOCRATIE LOCALE

En annonçant la volonté du gouvernement que les élections locales se tiennent en avril prochain, le Premier Ministre Tadeusz Mazowiecki a marqué une nouvelle étape dans le développement du processus de réformes, visant à mettre fin au contrôle de la nomenclatura sur les affaires locales. Même les meilleures stratégies réformistes du gouvernement seraient compromises si elles devaient de continuer de s'opposer à la résistance de la bureaucratie locale. Ce phénomène est apparu clairement dès après l'introduction des mesures de réformes radicales. Des villes, communes et villages, des voix alarmantes ont souligné que la nomenclatura locale n'entendait pas aider aux réformes. De plus, c'est souvent au niveau local que la corruption a fait ses plus grands ravages: la spoliation et l'appropriation illégale de la propriété de l'état, la création d'entreprises artificielles couvrant escroqueries et fraudes, les violations de la légalité s'y déroulent sans contrôle encore. La population se sent désarmée et ne peut que constater amèrement que si le gouvernement est "nôtre", l'appareil d'état demeure souvent dans les mains d'anciens apparatchiks. Cette situation ne pouvait se perpétuer; l'unique solution est de mener, aussi vite que possible, des élections locales totalement libres et démocratiques.

En fait, c'est la démocratie elle-même qui est en jeu. Celle-ci ne peut être décrétée d'en haut, mais doit se construire à la base. Aussi longtemps que la population ne se sentira pas en mesure d'influencer la gestion des municipalités, aussi longtemps que les droits locaux civiques ne seront pas clairement séparés des prérogatives de l'état, la démocratie demeurera fragile et les réformes incertaines.

UN CHEMIN DIFFICILE

Le pouvoir local constitue un défi supplémentaire à la construction de la démocratie en Pologne. Toutes formes d'engagement civique dans les affaires locales furent systématiquement brisées par 40 ans d'un régime soumettant tous les aspects de la vie publique au centralisme étatique; là aussi, la société polonaise doit entièrement reconstruire des institutions démocratiques qui nécessitent la formation de responsables politiques locaux, vu le manque de militants et de gestionnaires expérimentés. Là aussi, la société doit apprendre la démocratie, en particulier le défi qu'elle représente dans la gestion quotidienne des problèmes et conflits des affaires publiques locales.

SYNDICALISME ET DEMOCRATIE

Un des points essentiels de l'aide étrangère à la Pologne et à NSZZ Solidarnosc réside dans les programmes de formation et d'éducation. Ce n'est pas un effet du hasard si les syndicats démocratiques occidentaux ont pris soin de fournir un large éventail de possibilités de formation à NSZZ Solidarnosc. Aucune démocratie n'est possible sans libertés syndicales et la vitalité du mouvement syndical polo-

nais contribue à l'expansion du champ démocratique du pays; mais le rôle du syndicat dans la réforme et la transformation de la Pologne va bien au-delà de son strict périmètre syndical. NSZZ Solidarnosc est en fait le garant et le catalysateur des changements; c'est pourquoi les premiers dirigeants démocratiques du pays proviennent de ce milieu. Aussi, de nombreux programmes de formation menés en Pologne et dans les pays d'Europe de l'Ouest ne se limitent pas aux thèmes syndicaux mais comprennent de véritables "leçons de démocratie" où des groupes de militants visitent des municipalités et acquièrent une première expérience sur le fonctionnement de la démocratie locale.

La démocratie, pour qu'elle existe en Pologne, doit prendre racine dans les communes, municipalités et villages où les collectivités elles-mêmes prendront part activement aux décisions affectant leur vie quotidienne. Aussi, le pouvoir local, librement élu et investi de prérogatives clairement définies, est la voie la plus directe pour amener le processus démocratique auprès de chaque citoyen. Alors seulement, le vœu du Premier Ministre - que chaque citoyen ait la conviction que l'état est le sien - pourra se concrétiser.

4°P. 12007

LA POLOGNE POSE SA CANDIDATURE AU CONSEIL DE L'EUROPE
TADEUSZ MAZOWIECKI EN VISITE A LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Lors de sa récente visite officielle à Strasbourg, le Premier Ministre Tadeusz Mazowiecki a souligné que le mur divisant l'Europe s'étant écroulé, le temps est venu de construire des ponts entre l'Ouest prospère et l'Est déclinant; il a présenté la demande d'entrée officielle de la Pologne au Conseil de l'Europe. Ensuite, à Bruxelles, il s'est exprimé devant le Parlement Européen pour exposer le cours des réformes en Pologne et son rôle dans l'élaboration du nouveau visage de l'Europe. Nous présentons ici les principaux extraits de cette intervention.

Dans le mouvement des transformations historiques intervenant en Europe de l'Est, les nations de cette vaste région retrouvent le droit de construire leur pays sur la base de leur volonté souveraine. Nous regagnons le bien inappréciable dont l'Europe de l'Ouest jouit depuis longtemps, la liberté.

Nous sommes enfin libres et nous sommes conscients des conséquences de ce défi. Ce bien, et nous, Polonais, le savons particulièrement, n'est jamais donné définitivement. Pour cette raison, mon gouvernement est déterminé à établir de solides bases pour cette liberté récemment gagnée. Au cours des cinq derniers mois, nous avons engagé un processus de réformes profondes visant à construire le cadre institutionnel et légal de la démocratie politique et des libertés civiles. Le rôle dirigeant du parti communiste a été aboli et le parti a été séparé des institutions publiques. Nous avons rétabli l'indépendance du pouvoir judiciaire, les libertés de presse et d'association en partis politiques. Bientôt, des élections locales auront lieu, rétablissant un pouvoir municipal effectif. Des travaux se poursuivent sur la réforme de l'administration d'état et sur une nouvelle constitution. Pendant des décennies, la Pologne a constitué un noyau d'instabilité en Europe et souvent, nos événements intérieurs ont été considérés comme une menace pour la paix du continent. A présent, mon pays est un oasis de calme mais non d'inertie. Certains commentaires affirmant que la Pologne se trouve à la traîne dans la marche vers la démocratie sont basés sur des observations superficielles. Nous ne menons pas une course mais poursuivons notre marche à un rythme approprié.

Nos efforts pour introduire les réformes politiques et économiques ont rencontré votre sympathie et votre soutien. Nous sommes reconnaissants envers la Communauté Européenne pour sa participation au fonds de stabilisation monétaire, pour les crédits et l'assistance promis dans la restructuration de notre économie, pour l'aide alimentaire et l'initiative précieuse de création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, et pour les nombreux experts travaillant dans notre pays. L'application d'un programme de réformes si difficile est guidé par le désir de faire de l'économie polonaise un partenaire efficace des échanges économiques internationaux. Notre dette extérieure

constitue un obstacle majeur sur cette voie. Aussi, est-il extrêmement important d'accorder à la Pologne un an de répit complet dans le paiement de sa dette. D'une égale importance est l'engagement de nouvelles mesures audacieuses permettant une réduction à long terme de la charge de notre dette. Ce n'est pas facile, bien sûr, mais pareil effort est pleinement justifié pour deux raisons essentielles. La première, la plus importante, c'est que cela nous aiderait à créer un marché de 40 millions de consommateurs prêts à acheter des produits occidentaux, développant vos profits et votre niveau d'emploi. Avec des charges de la dette élevées, cela ne sera pas possible. La seconde raison est liée à l'ampleur de notre projet, sans précédent. De nombreux pays tentent de restructurer leur économie mais nous allons plus loin en retournant à une économie de marché après cinq décennies de socialisme réel. Notre succès constituera un modèle pour d'autres, y compris l'URSS. Ceux qui rêvent d'une Europe unie doivent savoir qu'elle ne sera possible que sur la base d'économies semblables. Personne ne le comprend mieux que vous.

Dans trois ans, vos pays formeront un marché unique permettant la libre circulation des personnes, des capitaux et des produits. En initiant ce projet, vous ne pensiez pas qu'il se réaliserait dans une Europe différente de celle des 45 dernières années. La nouvelle Europe, émergeant du cours de changements historiques, pourra s'avérer plus stable et plus sûre si nous faisons l'effort d'aller de l'avant ensemble. La Pologne est favorable à un tel effort, réfléchi, discuté, respectueux des intérêts et de la sécurité de tous et n'excluant personne. Nous prévoyons d'engager, le moment opportun, le processus de l'intégration de la Pologne à la Communauté Européenne, tout en respectant nos liens avec les autres pays d'Europe Centrale et avec l'URSS. Nous considérons que le nouveau contexte exige de nouvelles structures canalisant les initiatives visant à construire l'unité pluraliste de notre continent. Les idées de confédération et de maison commune ont besoin de temps pour mûrir et prendre forme. La création d'un Conseil de Coopération Européenne, rassemblant tous les pays de notre continent, contribuerait certainement à cet objectif. La Pologne, située au coeur de l'Europe, serait honorée d'être l'hôte des bases de cette unité de l'Europe.

Lors de sa visite officielle en Belgique (du 30 janvier au 2 février), le Premier Ministre Tadeusz Mazowiecki a rencontré le Roi Baudouin, le Premier Ministre W. Martens et des représentants du Parlement. Des entretiens prolongés ont eu lieu avec Jacques Delors, président de la Commission Européenne, concernant les questions de l'intégration européenne et de la coopération économique. Tadeusz Mazowiecki a également rencontré les dirigeants des confédérations syndicales internationales et des syndicats belges.



VIE SYNDICALE EN POLOGNE

La fin du parti communiste marque une nouvelle étape dans le processus évolutionniste de transition du communisme vers la démocratie. Une nouvelle page est tournée; la suivante devra être écrite par le peuple. Lech Walesa a diffusé deux déclarations sur ces nouveaux développements.

LE TEMPS DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE

La fin d'activité du POUP constitue le point final fermant l'époque du modèle autoritaire d'exercice du pouvoir. Quarante ans de gouvernements monopolisés par le parti, en dehors du contrôle social, ont conduit à une crise d'identification du citoyen à l'égard de l'état, à une atrophie de la vie politique, à l'état critique de l'économie polonaise.

NSZZ Solidarnosc, mouvement des réformes, a pris sur elle le poids de l'assainissement de la République. La prise de responsabilité pour le pays fut la conséquence de l'immense confiance que la société a témoigné à Solidarnosc lors des élections de juin. NSZZ Solidarnosc a donné aux organes dirigeants de l'état ses meilleurs militants, avant tous le 1er Ministre Tadeusz Mazowiecki.

L'avenir politique de la Pologne ne peut être construit sur une seule orientation politique, et en particulier, sur la formule du syndicat - il est temps de remettre les choses en place.

Le prochain Congrès de NSZZ Solidarnosc devra déterminer son caractère syndical. Le but essentiel du syndicat doit être la défense des intérêts des travailleurs, particulièrement nécessaire en période de transformations des modes de propriété, dans un contexte d'inflation et la paupérisation de la société.

Lors des prochaines élections libres, dans la lutte pour le pouvoir, des partis politiques exclusivement doivent rivaliser entre eux, avançant leurs propres leaders et des programmes concurrents. Le temps est venu de la renaissance de la vie politique polonaise, de la constitution de nouveaux partis politiques, de la formation de nouveaux programmes.

Jamais, tant de choses n'ont dépendu de la société qu'aujourd'hui. Ne gaspillons pas cette occasion. J'appelle à l'engagement actif dans la création du nouveau paysage politique polonais, à l'engagement politique de la société.

LE PATRIMOINE DU POUP DOIT RETOURNER A LA NATION

Le patrimoine accumulé illégalement par l'ancien Parti Ouvrier Unifié Polonais constitue la propriété de l'ensemble de la société. C'est pourquoi aucun des nouveaux partis en création n'a de droit sur les biens matériels du POUP. L'accaparement de ce patrimoine par quelque parti que ce soit constituerait un acte d'arrogance politique, visant à irriter la société.

J'ai confiance que la commission gouvernementale spécialement constituée au sujet du patrimoine du parti ne décevra pas les attentes sociales. Dans un contexte de renaissance du pluralisme politique, aucun parti ne peut commencer à partir d'une position privilégiée.

LA KKW POUR L'ACCELERATION DES REFORMES

La Commission Nationale Exécutive de NSZZ Solidarnosc exprime son inquiétude devant l'ampleur des dernières hausses de prix mais espère que les mécanismes du marché conduiront à leur stabilisation. Nous sommes pour de radicales réformes économiques mais selon l'opinion publique, le radicalisme dans la politique des prix ne va pas de pair avec un égal radicalisme dans la suppression des mécanismes et des structures qui ont conduit notre pays à la ruine. Une intervention immédiate du gouvernement est indispensable dans les domaines suivants: liquidation des monopoles et des sociétés fictives, une nouvelle politique des cadres dans l'administration étatique et économique. Nous demandons l'application de toutes les possibilités légales à l'égard des personnes menant des activités frauduleuses ou entraînant des pertes économiques. La KKW souhaite discuter avec le gouvernement de moyens plus efficaces d'introduction des réformes, ainsi que de la date des prochaines élections locales.

gouvernement polonais au poste de premier ambassadeur de Pologne auprès de la Communauté Européenne. Cet événement a été accueilli avec grande satisfaction par les syndicalistes de Pologne et de l'étranger. Jan Kulakowski, juriste de formation, a joué un rôle important pour inclure NSZZ Solidarnosc à la famille des syndicats démocratiques: la CMT, conjointement avec la CISL, a affilié notre syndicat en novembre 1986. Au cours de ses 13 années de service comme Secrétaire-Général, et même antérieurement, J. Kulakowski a suivi étroitement et soutenu la lutte des travailleurs polonais. L'aide et la solidarité de la CMT s'est spécialement manifestée durant les années les plus difficiles du combat de notre syndicat pour son existence légale. Cette nomination est une reconnaissance de l'exceptionnelle contribution de J. Kulakowski au service des libertés démocratiques en Pologne de même qu'une expression de la volonté de notre pays de rejoindre la famille des nations européennes. En présentant ses chaleureuses félicitations, le Bureau de Coordination adresse au nouvel Ambassadeur ses meilleurs voeux de succès pour faire de cette vocation une réalité.

JAN KULAKOWSKI, AMBASSADEUR DE POLOGNE

L'ancien Secrétaire-Général de la Confédération Mondiale du Travail a été désigné par le

Un entretien avec Wladyslaw Frasyuniuk, président de NSZZ Solidarnosc de Basse-Silésie.

Que peut offrir NSZZ Solidarnosc au peuple roumain ?

Ce qui est nécessaire, ce n'est pas seulement l'aide humanitaire mais aussi une assistance sociale. Je me suis rendu en Roumanie à la fin décembre et j'ai découvert que NSZZ Solidarnosc y jouit d'une grande sympathie. Des étudiants et même des officiels m'ont dit que c'est parce qu'ils n'avaient pas eu leur "Solidarité" que le prix de leur démocratie fut si élevé. Nous avons proposé d'établir un jumelage entre Wroclaw et Brasov et nous préparons l'envoi d'une délégation pour y aider à créer des syndicats indépendants.

Pareille aide est-elle demandée ?

Largement. Le meilleur exemple en est l'expérience de notre groupe venu apporter une aide humanitaire à Brasov. Quand les responsables du Front de Salut National d'une autre ville, Sibiu, ont appris notre présence, ils ont attendu sur la route notre passage et nous ont priés de rencontrer des ouvriers des entreprises locales. Comme nous voulions refuser pour des raisons de temps, ils nous ont dit : "vous y perdrez peut-être une journée, mais nous pourrions y perdre plusieurs années" et ainsi, la rencontre a duré cinq heures. Nos amis roumains avaient besoin des mêmes informations que nous en Août 80 : les conventions sur les droits de l'homme, les documents de la Commission Helsinki, des modèles de statuts légaux, etc.

Votre région traduit le statut de NSZZ Solidarnosc en roumain ?

Oui. Après mon passage à la tv roumaine où j'ai parlé de la nécessité de syndicats indépendants et offert en cadeau symbolique le statut de notre syndicat, notre ambassade a été submergée de demandes de copies. Nous voulons les aider. Actuellement, leur niveau d'auto-organisation est encore faible. De nombreuses barrières divisant la population doivent encore tomber.

Nous savons comment aider les Roumains. Mais comment nous aider nous-mêmes dans nos activités syndicales concrètes ?

Notre syndicat a deux missions : protéger la population contre une chute rapide de son niveau de vie et élaborer des méthodes applicables au niveau des entreprises pour prévenir des faillites massives. Actuellement, tous, nous devons nous décider : voulons-nous réellement travailler dans des entreprises fonctionnant normalement et vivre dans un pays normal sans inflation mortelle ? Si la réponse est oui, alors, les sacrifices imposés par le programme de réformes doivent être acceptés. Car leur but n'est pas d'imposer la pauvreté mais de permettre au pays de retrouver une situation normale. Les prix sont élevés mais le gouvernement ne doit plus imprimer de monnaie sans couverture. Aussi, l'attention de notre syndicat doit se porter sur les questions concernant la gestion des entreprises afin que les profits puissent bénéficier aux ouvriers.

Qu'en est-il des licenciements et du chômage

Tout d'abord, les licenciements surtout collectifs nécessitent des négociations avec les syndicats. Ensuite, le syndicat devra exiger des directions des justifications quant à ces mesures et un plan de restructuration. Par ailleurs, nous disposons du droit d'être représenté à la direction de la sécurité sociale. Nous songeons à créer nos propres caisses d'assurance et d'aide, ainsi que des banques pour les nouvelles initiatives économiques. On ne manque pas travail syndical. La question est de savoir si nous trouverons suffisamment de militants prêts à relever le défi.

Quelle est la situation de l'organisation syndicale régionale ?

Nous comptons un demi-million de membres (un million avant l'état de guerre). Les élections régionales auront lieu au début mars. Je compte concourir pour ma réélection comme président de la région. Il ne faut pas prêter attention aux rumeurs sur un retrait de Lech Walesa et sur mon accession à la présidence nationale. Lech est encore loin de prendre sa retraite et le syndicat a encore bien besoin de lui.

LE PREMIER MINISTRE AU BUREAU DE COORDINATION

Il y a six mois encore, pareil événement semblait impossible. Représentant pendant huit ans de la cause et NSZZ Solidarnosc et des droits de l'homme en Pologne, le Bureau de Coordination à l'Etranger a eu l'honneur d'accueillir en son siège le premier chef de gouvernement non-communiste d'Europe de l'Est, le Premier Ministre de Pologne, Tadeusz Mazowiecki.

Cette visite officielle, en compagnie de la délégation gouvernementale polonaise, représente un geste de reconnaissance de la contribution du Bureau à la longue lutte de NSZZ Solidarnosc pour les libertés démocratiques dans notre pays. Pour Tadeusz Mazowiecki, cette visite fut un retour en un lieu connu qu'il fréquenta par le passé en tant que conseiller de NSZZ Solidarnosc.

Le Bureau de Coordination entend poursuivre sa mission, aider NSZZ Solidarnosc et le Premier Ministre à construire une nouvelle Pologne.